



Collectivité Eau du Bassin Rennais

2 rue de la Mabilais

CS 94 448

35 044 RENNES Cedex

Tél: 02 23 62 11 35

OBJET DU MARCHÉ :

Accord-cadre de travaux

TRAVAUX BREIZH BOCAGE 2025-2028

**Règlement de consultation
(RC)**

Date limite de remise des offres : le 12/09/2025 à 12:00

Table des matières



| | |
|--|----|
| | 1 |
| Article 1 – Organisation de la commande au niveau de l'acheteur | 3 |
| Article 2 – Etendue de la consultation | 3 |
| Article 3 – Définition des prestations | 3 |
| Article 4 – Découpage des prestations | 3 |
| Article 5 – Forme(s) du/des accord-cadre(s) | 3 |
| Article 6 – Durée de l'accord-cadre | 3 |
| Article 7 – Délivrance du dossier de consultation des entreprises | 4 |
| Article 8 – Forme juridique des groupements | 4 |
| Article 9 – Présentation de candidature conformément à l'article R2143-3 du code de la commande publique | 4 |
| Article 10 – Variantes | 5 |
| Article 11 – Délai de validité des offres | 5 |
| Article 12 – Restrictions liées à la présentation des candidatures | 5 |
| Article 13 – Attribution des lots | 5 |
| Article 14 – Critères d'attribution | 5 |
| Article 15 – Contenu des offres | 7 |
| Article 16 – Cohérence de l'offre | 7 |
| Article 17 – Phase de négociation | 7 |
| Article 18 – Demande de renseignements | 7 |
| Article 19 – Modifications du dossier de consultation | 8 |
| Article 20 – Conditions générales d'envoi ou de remise des candidatures et des offres | 8 |
| Article 21 – Vérification de la situation de l'attributaire envisagé au regard des interdictions de soumissionner obligatoires, documents à produire et signature de l'offre | 10 |
| Article 22 – Délais et voies de recours | 10 |

Article 1 – Organisation de la commande au niveau de l'acheteur

Acheteur :

COLLECTIVITE EAU DU BASSIN RENNAIS

2, rue de la Mabilais

CS 94448

35044 RENNES Cedex

Tél : 02.23.62.11.35

Fax : 02.23.62.11.39

Courriel : contact@ebr-collectivite.fr

Adresse Internet : <https://www.eaudubassinrennais-collectivite.fr>

L'acheteur agit en tant que pouvoir adjudicateur

Article 2 – Etendue de la consultation

La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article R.2123-1, 1° du Code de la Commande Publique.

La présente consultation est une consultation initiale.

Article 3 – Définition des prestations

Les prestations objet du présent marché sont les projets bocagers relatifs aux hivers 2025-2026, 2026-2027 et 2027-2028 dans le cadre du programme Breizh Bocage 3.

Article 4 – Découpage des prestations

fourniture des plants forestiers, fourniture des protections gibier, mise en œuvre des plantations et entretien du maillage bocager

Les prestations sont réparties en trois lots définis comme suit :

- **Lot n° 1 : fourniture des plants forestiers, fourniture des protections gibier, mise en œuvre des plantations et entretien du maillage bocager – Montant maximum pour la durée de l'accord-cadre : 150 000 € HT**
- **Lot n° 2 : Création et restauration de talus à la pelle mécanique – Montant maximum pour la durée de l'accord-cadre : 21 000 € HT**
- **Lot n° 3 : fourniture et distribution de paillage « copeaux bois » sur plantation bocagères – Montant maximum pour la durée de l'accord-cadre : 90 000 € HT**

Article 5 – Forme(s) du/des accord-cadre(s)

Chacun des lots donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande monoattributaire, passé par un pouvoir adjudicateur avec montant maximum de commandes, sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande, en application de l'article R2162-2 alinéa 2 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Article 6 – Durée de l'accord-cadre

Chacun des accords-cadres débutera à compter de sa notification et se terminera au 30 septembre 2028.

Article 7 – Délivrance du dossier de consultation des entreprises

L'accès aux documents de la consultation est gratuit, complet, direct et sans restriction sur le site : <http://marches.megalisbretagne.org>

Le Dossier de la Consultation des Entreprises est composé des documents suivants :

- Pièce n°0 : Règlement de la Consultation (RC) ;
- Pièce n°1 : Acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Pièce n°2 : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) (commun aux trois lots) ;
- Pièce n°3 : Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) (un par lot) et ses annexes ;
- Pièce n°4 : Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Pièce n°5 : Détail Quantitatif Estimatif (DQE).

Article 8 – Forme juridique des groupements

Dans le cas d'une candidature et d'une offre présentées par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

L'acheteur n'exige pas que les groupements d'opérateurs économiques adoptent une forme juridique déterminée après l'attribution de l'accord-cadre.

Article 9 – Présentation de candidature conformément à l'article R2143-3 du code de la commande publique

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les documents justificatifs et moyens de preuves fournis par le candidat mais rédigés en langue étrangère doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Afin de prouver son aptitude à exercer l'activité professionnelle, sa capacité économique et financière et ses capacités techniques et professionnelles, chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Une lettre de candidature établie sur un formulaire DC1 à jour entièrement complété ;
- Une déclaration du candidat établie sur un formulaire DC2 à jour entièrement complété, précisant les renseignements suivants :
 - Preuve de l'inscription au registre de la profession datant de moins de 3 mois.
 - Une liste de références équivalentes à l'objet du marché exécutées sur les 3 dernières années.

Pour information, les formulaires à jour de type DC1, DC2, etc. sont disponibles sur le site internet du ministère de l'économie :

(<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Article 10 – Variantes

Il n'est pas exigé de variante de la part de l'acheteur et les variantes proposées par les candidats ne sont pas autorisées.

Article 11 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours.

Article 12 – Restrictions liées à la présentation des candidatures

La même entreprise ne peut pas présenter pour l'accord-cadre plusieurs candidatures, en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Les prestations du lot 1 devront être exécutées en direct par le titulaire ou un des membres du groupement, elles ne peuvent donner lieu à de la sous-traitance.

Article 13 – Attribution des lots

Les candidats peuvent présenter des offres pour un ou plusieurs lots.

Article 14 – Critères d'attribution

Pour les lots 1 et 3

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés notés sur 100 et énoncés ci-dessous :

1. Critère Prix des prestations pondéré à 60 %.

La notation du critère sera effectuée suivant la formule suivante :

Formule inversement proportionnelle, soit : $\text{Note} = (\text{montant HT le moins élevé}) / (\text{montant HT proposé pour cette offre}) * \text{note maxi}$

2. Critère Valeur technique pondéré à 40 %.

La valeur technique de la prestation sera appréciée à partir des différents éléments de la proposition technique et selon les sous-critères suivants :

- note méthodologique (calendrier prévisionnel ; échantillons de fournitures ; moyens matériels ; protection de la zone d'intervention et des riverains, ...) : 20 points
- compétences et expériences de l'équipe (présentation de l'équipe, qualifications, références équivalentes,) : 20 points

Appréciation technique des offres au regard des échantillons

Le candidat devra fournir, à l'appui de sa proposition, les échantillons demandés suivants :

- Gaine de protection des gibiers (quantité = 1) pour le lot 1
- Paillages biodégradables en copeaux de bois (1 sachet de 500g), pour le lot 3

Les échantillons devront correspondre aux articles présentés dans le BPU et doivent être conformes aux produits que le candidat se propose de livrer.

Les échantillons ne porteront aucune étiquette mentionnant le nom de fournisseur.

Chaque échantillon sera accompagné d'une fiche technique mentionnant sa composition mais sans faire apparaître le nom de l'entreprise.

Les échantillons seront manipulés lors de l'analyse technique et les emballages seront ouverts.

Ces échantillons sont mis à disposition gratuitement le temps de l'analyse, et en aucun cas ils ne pourront être facturés par le candidat. Ils ne seront pas restitués à l'issue de l'analyse.

Les échantillons devront parvenir à la collectivité dans le délai de remise des offres.

La mention : "ECHANTILLONS – Travaux Breizh Bocage 2025-2028" devra être lisiblement indiquée sur les différents colis.

En l'absence des échantillons, l'offre sera rejetée.

Adresse de livraison des échantillons :

| |
|--|
| <p>C.E.B.R. (Collectivité de l'Eau du Bassin Rennais)</p> <p>2, rue de la Mabilais</p> <p>35044 RENNES CEDEX</p> <p>(4ème étage)</p> |
|--|

| |
|--|
| <p>Horaires d'ouverture de l'accueil</p> <p>9h-12h et 14h-16h du lundi au vendredi (sauf jours fériés)</p> |
|--|

Le niveau de qualité des produits livrés par le candidat retenu ne doit pas se révéler inférieur à celui des échantillons sous peine de résiliation pour faute.

Un exemplaire des échantillons du candidat retenu sera conservé par le pouvoir adjudicateur, gratuitement pour le contrôle de conformité éventuel durant l'exécution du marché.

Pour le lot 2

- **Le lot n° 2** : Création et restauration de talus à la pelle mécanique :

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés notés sur 100 et énoncés ci-dessous :

1. Critère Prix des prestations pondéré à 60 %.

La notation du critère sera effectuée suivant la formule suivante :

Formule inversement proportionnelle, soit : $\text{Note} = (\text{montant HT le moins élevé}) / (\text{montant HT proposé pour cette offre}) \times \text{note max}$

2. Critère Valeur technique pondéré à 40 %.

Note méthodologique (notice technique, calendrier prévisionnel, moyens matériels, mode de déplacement, démarche qualité, prise en compte de l'environnement des riverains...).

Article 15 – Contenu des offres

Chaque candidat aura à produire un dossier complet pour chaque lot comprenant les pièces suivantes :

- Un acte d'engagement et ses éventuelles annexes, complété, daté par le candidat,
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) dont tous les postes doivent être obligatoirement chiffrés,
- Un détail quantitatif estimatif (DQE),
- Un mémoire justificatif comprenant :
 - Une notice technique et organisationnelle du chantier,
 - les références justifiant des performances de l'équipe dédiée aux travaux en matière de protection de l'environnement (savoir-faire, écolabels),
 - une présentation de l'équipe chargée de la réalisation de la prestation, mentionnant les compétences et expériences du personnel intervenant,
 - les moyens matériels pour la réalisation de la prestation.
 - Pour le lot 1 - 1 gaine de protection anti gibier
 - Pour le lot 3 - 1 sachet de 500g de paillage biodégradable en copeaux de bois

Article 16 – Cohérence de l'offre

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération. Si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 17 – Phase de négociation

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par l'entité adjudicatrice, celle-ci se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation tant sur l'aspect technique que financier avec les entreprises arrivées en tête à l'issue de la première analyse des offres.

Cette négociation pourra prendre la forme d'entretiens en face à face, d'échanges téléphoniques ou d'échanges de courriers.

Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement.

La Collectivité se réserve également la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales sans avoir recourt à une phase de négociation.

Article 18 – Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande sur le profil acheteur de la Collectivité : <https://www.megalisbretagne.org>), au plus tard, 10 jours avant la date de remise des offres. Passé ce

délai, l'acheteur n'est plus tenu de répondre aux sollicitations. Pour les renseignements d'ordre administratif, il est toutefois possible de contacter directement la Collectivité :

| |
|--|
| <u>Pour les renseignements d'ordre administratif :</u> |
| Collectivité Eau du Bassin Rennais M. Maxime CARRÉ Mél : mcarre@ebr-collectivite.fr |
| 2, rue de la Mabilais CS 94448 35044 RENNES Cedex Tél : 02.23.62.11.35 Fax : 02.23.62.11.39 https://www.eaudubassinrennais-collectivite.fr |

Chaque concurrent sera informé de l'ensemble des questions posées et des réponses données.

Article 19 – Modifications du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de la consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Conformément à l'article R2151-4,2° du code de la commande publique, si des modifications importantes sont apportées aux documents de la consultation, l'acheteur proroge le délai de réception des offres à proportion de l'importance des modifications apportées. Aucune modification importante du cahier des charges ou des conditions de mise en concurrence ne peut avoir lieu sans que les candidats ne puissent disposer d'un minimum de 15 jours francs entre l'information faite aux candidats de la modification et la date limite de réception des offres.

Article 20 – Conditions générales d'envoi ou de remise des candidatures et des offres

La transmission dématérialisée est effectuée via le profil d'acheteur suivant :
<https://marches.megalisbretagne.org>.

Il est rappelé aux candidats que la transmission dématérialisée des offres est obligatoire. La remise d'une offre sur un support physique électronique (hors copie de sauvegarde) ne constitue pas une remise d'offre dématérialisée.

Les offres devront parvenir à destination avant la date indiquée sur la page de garde du présent règlement de la consultation.

Les candidatures ou offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs candidatures ou offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des candidatures ou offres sera ouverte.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence est celui qui est indiqué sur le site du profil d'acheteur. Il est rappelé que seule la transmission

électronique complète avant l'heure limite de réception des offres constitue une offre électronique remise dans les délais. Une offre électronique, en cours de transmission au moment de l'heure limite de réception des offres, constitue une offre reçue hors délai.

Il n'est pas exigé des candidats que l'acte d'engagement soit signé(e) électroniquement tant à la réception des offres, que lors de l'attribution.

Prescriptions relatives aux fichiers informatiques

Tout document ou support électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le pouvoir adjudicateur sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour. Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutable (notamment les ".exe"), ni les "macros".

Les formats de fichiers acceptés par le pouvoir adjudicateur sont les suivants : ".doc", ".xls", ".ppt", ".zip", ".pdf".

Règles de nommage des fichiers dans le cadre de la réponse du candidat

Les noms des fichiers transmis par le candidat doivent comporter à minima la dénomination commerciale abrégée du candidat ainsi que l'intitulé du document. La dénomination des documents de la candidature et de l'offre doit être la plus simple possible pour permettre à l'acheteur d'identifier le fichier sans devoir l'ouvrir.

Dispositions relatives à la copie de sauvegarde

En cas de transmission dématérialisée, une copie de sauvegarde établie sur support papier ou sur support physique électronique peut être envoyée ou remise par le candidat.

La copie de sauvegarde n'est recevable que si les deux conditions suivantes sont remplies :

- elle est parvenue à destination dans le délai fixé pour la remise des offres.
- elle est placée dans un pli scellé portant, outre les mentions exigées aux articles ci-dessus, la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE ».

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans l'un des cas suivants :

- la candidature et l'offre transmises par voie électronique sont infectées par un virus ;
- la candidature et l'offre transmises par voie électronique ne peuvent pas être ouvertes ;
- la copie de sauvegarde est parvenue dans le délai de dépôt des offres à contrario de la réponse transmise par voie électronique.

Les candidats sont invités à vérifier préalablement les prérequis techniques du profil acheteur et à choisir une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure.

Les questions des candidats ainsi que les réponses apportées par le pouvoir adjudicateur mais aussi les échanges éventuels en cours d'examen des candidatures et des offres, comme les demandes de pièces complémentaires ou de précisions sur l'offre, l'éventuelle demande de régularisation ou les négociations et même les notifications des décisions (lettre de rejet, etc..) sont opérés par voie électronique au moyen du profil d'acheteur.

Article 21 – Vérification de la situation de l'attributaire envisagé au regard des interdictions de soumissionner obligatoires, documents à produire et signature de l'offre

L'acheteur accepte comme preuve suffisante que le candidat ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique, les documents justificatifs suivants :

- Extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionnés à l'article L2141-3 du code de la commande publique et si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- Déclaration sur l'honneur que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L.2141-4 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L2141-2 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Ces pièces seront à remettre par le candidat choisi comme attributaire du marché dans un délai de 10 jours à compter de la date de réception de la demande émise par le pouvoir adjudicateur.

Cependant, ces pièces n'ont pas à être remises si le candidat a fait figurer dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation gratuite et en ligne par l'acheteur de ces mêmes pièces justificatives.

Rematéralisation des documents électroniques avant attribution

Les candidats, ayant remis un pli par voie électronique, sont informés de la rematéralisation de l'offre en document papier, préalablement à la conclusion du marché avec l'attributaire. Le candidat sera alors invité à procéder à la signature manuscrite des documents rematéralisés.

Article 22 – Délais et voies de recours

Précisions concernant les délais d'introduction des recours : précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- référé précontractuel : dès le début de la procédure jusqu'à la signature du marché (art. L 551-1 du Code de Justice Administrative)
- référé contractuel : 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution, ou à défaut 6 mois à compter du lendemain de la date de signature du marché.

Toutefois ce référé n'est pas possible en cas de notification du rejet des candidatures ou des offres 16 jours au moins avant la date de signature du marché. Ce délai est réduit à 11 jours en cas de notification par voie électronique. (articles L 551-13 à L 551-23 et R 551-1 à R 551-9 du code de justice administrative).

- recours gracieux ou recours pour excès de pouvoir : deux mois à compter de la notification de la décision ou de l'acte attaqué (art. R421-1 du Code de Justice Administrative). Le candidat évincé ne pourra plus former de recours pour excès de pouvoir contre les actes détachables du contrat à compter de la signature de celui-ci.
- recours de plein contentieux à l'encontre du marché : 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant son attribution, pouvant être assorti d'une demande de suspension de l'exécution du marché (article L 521-1 du code de justice administrative).